



## 2015 ET AU-DELÀ : LA GOUVERNANCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

À moins de 1000 jours de l'échéance de 2015 pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), force est de constater qu'au vu du rythme actuel des avancées, nombre de ces objectifs ne pourront être réalisés. Pour Transparency International, les problèmes de gouvernance et les cas de corruption qui en résultent sont en grande partie responsables de cet état de fait.

En l'an 2000, des dirigeants du monde entier montraient leur engagement en faveur du développement en se fixant huit objectifs ambitieux, connus sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les grands thèmes du développement étaient ainsi inscrits à l'agenda des nations, de l'éducation et la santé aux questions de genre et aux problématiques environnementales.

Les rapports sur les progrès effectués par les différents pays font état de résultats mitigés<sup>1</sup>. Certains objectifs sont en passe d'être atteints à l'échelle mondiale ; certains autres sont encore loin du compte. Ainsi, l'objectif d'améliorer l'accès à l'eau potable (OMD7) et celui de réduire de moitié le niveau de pauvreté dans le monde (OMD1) ont déjà été réalisés. En revanche, les objectifs concernant l'accès à l'éducation (OMD2) et la santé maternelle (OMD5) devront sans doute attendre l'après-2015<sup>2</sup>. Par ailleurs, même dans le cas des objectifs déjà atteints, on constate toujours d'importantes disparités entre populations rurales et populations urbaines, ainsi que des inégalités liées au genre<sup>3</sup>.

Nos travaux de recherche montrent qu'une bonne gouvernance et le combat contre la corruption augmentent considérablement les chances d'éradiquer la pauvreté et d'améliorer les niveaux de vie partout dans le monde. C'est pourquoi il est essentiel que les engagements de l'après-2015 fassent de la bonne gouvernance un impératif prioritaire.

---

## GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT

Il est clairement établi que les avancées réalisées dans le cadre des OMD sont fortement liées à la qualité de la gouvernance et au niveau de corruption dans un pays<sup>4</sup>. Le terme de « bonne gouvernance » définit un fonctionnement participatif, responsable, transparent, efficace, ouvert, évitant toute exclusion, respectueux du droit et minimisant les risques de corruption<sup>5</sup>. Notre analyse porte sur le niveau de transparence, de responsabilité et d'intégrité dans un pays, en s'appuyant sur des indicateurs nationaux comme l'accès public à l'information, la présence de contre-pouvoirs et l'état de droit<sup>6</sup>. Dans cette étude, c'est le degré de trafic d'influence qui permet de mesurer la corruption ; le terme « corruption » décrit toute action visant à obtenir un avantage qui représente une violation de la loi, un manquement aux règles déontologiques ou un abus de confiance<sup>7</sup>.

Notre étude indique que les pays qui font preuve d'une grande ouverture politique et qui disposent de mécanismes permettant de demander des comptes aux responsables politiques, d'une justice performante et de services répressifs efficaces connaissent de meilleurs résultats en termes de développement. Cette affirmation se base sur les résultats de différents pays dans la réalisation des OMD liés à l'éducation, à la santé et à l'accès à l'eau<sup>8</sup>.

La conclusion est claire : si les États veulent atteindre les objectifs du Millénaire, ils doivent agir en prenant en compte l'influence positive sur le développement et la corruption qu'exercent l'ouverture politique, la responsabilité des pouvoirs publics et la gouvernance participative.

En plein débat sur les objectifs qui doivent succéder aux actuels OMD, il est essentiel de faire de la gouvernance la pierre angulaire de toute avancée future. L'Organisation des Nations unies et ses États membres doivent adopter un objectif de gouvernance, avec des indicateurs spécifiques, et faire figurer l'impératif de bonne gouvernance dans leurs autres engagements, notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé et l'accès à l'eau.

## PLAIDOYER POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE

Pour atteindre les OMD et penser l'après-2015, il est temps de reconnaître le lien entre développement, gouvernance et lutte contre la corruption par l'action publique et dans la pratique.

L'idée qu'une gouvernance transparente, responsable et participative est propice au développement et peut résolument changer le quotidien des populations est aujourd'hui internationalement reconnue : il nous revient de bâtir autour de ce consensus. Le Secrétaire général des Nations unies a insisté sur le fait que tout nouvel engagement en faveur du développement post-2015 doit faire de la paix et de la bonne gouvernance des priorités<sup>9</sup>. Le Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 œuvre en ce sens en appelant à la mise en place d'un objectif visant à assurer une bonne gouvernance et d'un autre visant à garantir des sociétés stables et pacifiques<sup>10</sup>. Autre preuve de ce nouveau consensus, plus d'un million d'individus consultés lors de sondages en ligne et en personne font figurer la nécessité d'une « administration honnête et attentive à ses citoyens » parmi leurs trois attentes prioritaires en matière de développement<sup>11</sup>.

Lorsqu'un pays est gouverné de manière injuste et inefficace, les institutions publiques ne sont pas à même de répondre aux attentes des citoyens et s'installe alors un climat délétère propice à la corruption. Chaque jour, des

individus du monde entier font face à des agents corrompus – que ce soient des médecins, des directeurs d'écoles ou des fonctionnaires – qui cherchent à leur extorquer des commissions illégales en échanges de services élémentaires. Le Baromètre mondial de la corruption 2013, récemment publié par Transparency International, établit que plus d'une personne sur quatre dans le monde a déclaré s'être acquittée d'un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois pour accéder à un service public. Dans les pays les moins développés couverts par l'enquête, ce chiffre s'élève à une personne sur deux<sup>12</sup>. Les populations les plus défavorisées sont clairement les plus affectées par la corruption<sup>13</sup>.

Mais le problème dépasse les simples cas de concussion. Quand des professeurs, des infirmières ou d'autres agents publics agissent pour leur intérêt ou pour celui d'un petit groupe, c'est l'ensemble de la société qui doit en payer le coût. De tels comportements instaurent un système où les services publics ne sont plus fournis sur la base des besoins de chacun mais sont au contraire réservés à ceux qui sont en mesure de s'acquitter des commissions réclamées. Ce type de fonctionnement affecte le rapport de confiance des citoyens à leurs institutions et, partant, à l'efficacité de l'action publique en général.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Transparency International s'est penché sur la relation entre les avancées réalisées dans le cadre des principaux OMD et le niveau de corruption et de gouvernance dans un pays. Nous avons également pris en compte d'autres facteurs comme le revenu par habitant, le taux d'investissement dans le secteur concerné et le contexte politique<sup>14</sup>. Nous avons pour cela fait appel aux résultats les plus récents concernant la corruption en nous basant sur le Baromètre mondial de la corruption de Transparency International. Nous avons utilisé des indicateurs de gouvernance permettant d'évaluer le niveau de transparence, le degré de responsabilité et la place de l'État de droit<sup>15</sup>.

## CORRUPTION

Dans les pays les plus corrompus, le nombre de femmes mourant en couches est plus élevé, tout comme le nombre d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation, indépendamment du niveau de richesse du pays. Dans les zones rurales en particulier, il est plus difficile de trouver de l'eau salubre dans les pays corrompus et il est plus fréquent de ne pas disposer d'un système de plomberie intérieure.

En ce qui concerne l'objectif lié à l'éducation, il apparaît que plus le degré perçu de corruption est bas – comme en Bulgarie –, plus le taux d'alphabétisation chez les jeunes est élevé<sup>16</sup>. Le taux d'alphabétisation est un bon éducateur non seulement pour un accès universel à l'éducation, comme défini par l'OMD2, mais également pour la qualité de l'enseignement que reçoivent (ou pas) les élèves.

La santé maternelle, un des OMD qui ne sera pas atteint à l'échelle mondiale, est corrélée de manière positive et significative à des taux peu élevés de corruption, comme le montre le cas de pays comme la Colombie<sup>17</sup>. Cette affirmation reste vraie même si on ne tient pas compte du niveau de dépenses de santé du pays<sup>18</sup>.

Les résultats liés à l'accès à l'assainissement<sup>19</sup> suggèrent qu'une augmentation de 1 % du taux de corruption correspond à une réduction d'un demi-point de pourcentage du taux d'accès à des équipements comme des égouts publics ou des latrines élémentaires<sup>20</sup>. Le cas du Sierra Leone illustre bien cette corrélation : le taux de corruption y est particulièrement élevé (84 %) et seuls 13 % de la population ont accès à un assainissement de base.

## GHANA : VERS PLUS D'ÉGALITÉ AU SEIN DU SYSTÈME SCOLAIRE

Comme dans de nombreux pays, près de deux Ghanéens sur cinq ayant été en relation avec le secteur éducatif au cours de l'année précédente indiquent avoir dû s'acquitter d'un pot-de-vin<sup>26</sup>, une situation qui conduit à des disparités importantes au sein du système scolaire et à des difficultés accrues pour les plus défavorisés.

Le centre d'assistance juridique, mis en place par Transparency International au Ghana, a reçu le témoignage d'un professeur de lycée accusant certains de ses collègues de demander des pots-de-vin aux élèves et à l'établissement en promettant en échange de fournir aux lycéens les réponses aux sujets d'examens, -un geste synonyme de meilleures notes pour ces derniers et de meilleurs taux de réussite pour l'établissement<sup>27</sup>. Le centre d'assistance de Transparency International a signalé cette pratique aux autorités et a fait en sorte que cette tricherie organisée n'ait pas lieu – quant aux professeurs incriminés, ils n'ont pas reçu les pots-de-vin attendus.

## NÉPAL : DÉTOURNEMENT DES FONDS DESTINÉS À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'ACCOUCHEMENT

Contrairement à la plupart des autres pays, le Népal est parvenu à atteindre ses objectifs en matière de mortalité maternelle, en diminuant le taux de décès en couches de 75 %. Des sommes considérables ont été injectées dans le secteur pour soutenir la politique du gouvernement, augmentant du même coup les risques de corruption dans l'utilisation de ces fonds<sup>28</sup>.

Averti par un lanceur d'alerte, le centre d'assistance juridique mis en place par Transparency International au Népal a levé le voile sur les pratiques de certains fonctionnaires du ministère de la Santé qui détournaient des fonds destinés aux femmes enceintes. Ces fonds, prévus à l'origine pour favoriser les accouchements à l'hôpital dans des régions où l'accouchement à domicile met la santé des femmes en péril, étaient en fait empêchés par ces fonctionnaires, qui créaient des listes de fausses accouchées pour dissimuler leurs malversations.

Aux côtés du lanceur d'alerte qui avait signalé ces agissements, Transparency International a porté l'affaire dans les médias avant de parvenir à faire avouer leur forfait aux fonctionnaires concernés et à les convaincre de retourner les fonds volés dans les caisses de l'État. Il demeure néanmoins possible que d'autres fuites aient pu avoir lieu en toute impunité. De telles pratiques de détournement sont un frein au développement, en plus de constituer une charge supplémentaire pour le contribuable.

# LA CORRUPTION NUIT AU DÉVELOPPEMENT

Dans les pays où la corruption est répandue, le progrès des Objectifs du Millénaire pour le développement ralentit et empêche les gens d'accéder aux services les plus fondamentaux.\*

## % DE LA POPULATION AYANT VERSÉ UN POT-DE-VIN AU COURS DE L'ANNÉE DERNIÈRE\*\*

MOINS DE 30%

30% - 60%

PLUS DE 60%

## DÉCÈS À L'ACCOUCHEMENT

Moyenne du taux de mortalité maternelle en 2010 pour 100,000 naissances vivantes.



57 femmes

220 femmes

482 femmes

## JEUNES ANALPHABÈTES

Indice d'alphabétisme des 15 - 24 ans (%) en 2010/2011.



3%

8%

11%

## POPULATION SANS TOILETTES

Proportion de la population sans accès aux services sanitaires en 2011.



11%

44%

61%

Les données pour les indicateurs de corruption et d'OMD valables au niveau national. Taille de l'échantillon des données disponibles : Corruption - 91 pays ; taux de mortalité maternelle - 91 pays, taux d'alphabétisation des jeunes - 52 pays, accès aux services d'assainissement de base - 83 pays, accès à l'eau potable - 87 pays. Toutes les données sur les OMD sont basées sur des indicateurs consultables et officiels de l'ONU utilisés pour suivre les progrès du pays. Pour plus d'information voir : <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Data/snapshots.htm>.

\*\* Personnes qui ont déclaré avoir versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois. Source: Baromètre mondial de la corruption 2013.

Même si l'objectif concernant l'accès à l'eau potable (OMD7) a été atteint, il existe encore d'importantes disparités entre milieux ruraux et milieux urbains, où des taux élevés de corruption perçue correspondent à un accès limité à l'eau. Les chiffres montrent que 83 % des individus n'ayant pas accès à une eau salubre et à un système d'assainissement vivent dans des zones rurales<sup>21</sup>.

## REVENU

La relation étroite entre la corruption et les problèmes de développement est souvent tellement marquée qu'elle tend à occulter la corrélation habituellement établie entre la richesse d'un pays et son niveau de développement.

On considère ainsi que la corruption neutralise plus de la moitié des effets positifs qu'une augmentation de la richesse peut avoir sur la capacité d'un pays à fournir une éducation de qualité à ses enfants.

Dans le cas de la santé maternelle, la corrélation entre corruption et mortalité maternelle indique qu'une réduction de la corruption correspond à une diminution de presque deux tiers de la mortalité maternelle – soit un impact plus important que la corrélation qui existe entre une augmentation de la santé nationale et une réduction du taux de mortalité maternelle...

## GOVERNANCE

Dans les pays affichant la plus grande transparence, avec des mécanismes de contrôle efficaces et des services répressifs performants :

- Les femmes enceintes reçoivent des soins de qualité et accouchent dans de bonnes conditions<sup>22</sup>.
- Davantage d'enfants et d'adolescents vont à l'école et apprennent à lire<sup>23</sup>.
- Les familles ont accès à une eau salubre et disposent d'infrastructures permettant d'évacuer leurs eaux usées<sup>24</sup>.

Dans le secteur de la santé, une plus grande transparence est synonyme d'un meilleur accès à l'information concernant la gratuité des soins prénatals et postnatals ainsi que l'emplacement des divers équipements. De même, les citoyens en mesure de demander des comptes à leurs élus<sup>25</sup> bénéficient d'un meilleur accès à l'eau, étant mieux informés de l'emplacement des puits ou des systèmes de distribution d'eau, par exemple.

## RECOMMANDATIONS

Bonne gouvernance, transparence et responsabilité accrues renforcent la capacité des pays à atteindre les OMD et à améliorer la vie des populations. Les initiatives de lutte contre la corruption sont importantes à cet égard. Elles contribuent à rendre les gouvernements plus ouverts, plus responsables et plus réactifs, en faisant reculer la concussion, en facilitant l'accès des citoyens à l'information, en établissant des garde-fous à la corruption dans le public comme dans le privé et en s'assurant que les juges et la police remplissent efficacement leurs fonctions répressives. Ce sont là des mesures universelles que tous les États doivent adopter. Un OMD exclusivement consacré à la gouvernance, avec des objectifs précis et des étapes mesurables, peut permettre d'aller dans ce sens.

Au moment de prendre de nouveaux engagements concernant les objectifs de l'après-2015, tous les États doivent :

## BRÉSIL : DES EAUX ENCORE TROUBLES

Bien que les OMD sur l'accès à l'eau potable aient été atteints avant l'échéance prévue, les habitants des zones rurales - même dans un pays à revenu intermédiaire comme le Brésil - continuent à éprouver des difficultés à accéder à une eau potable. Au Brésil, des dizaines de personnes ont manifesté en 2013 dans les communes rurales de l'État de Piauí, une zone aride du *Nordeste*, en demandant des comptes aux pouvoirs publics sur leur gestion et en réclamant que soit mis un terme à la corruption dans le secteur de l'eau. 199 des 224 communes de l'État de Piauí sont placées en état d'urgence en raison de la sécheresse. Les populations dépendent des camions-citernes pour répondre à leurs besoins vitaux en eau ; le choix des personnes desservies par ces camions est laissé à la discrétion des élus locaux. Cette situation donne lieu à des accusations comme quoi il y aurait échanges de voix contre un accès à l'eau et à une collusion entre élus et propriétaires de camions-citernes pour empêcher la construction des infrastructures qui permettraient un meilleur approvisionnement en eau de la région. L'organisation partenaire de Transparency International, Amarrigo Brasil, aide les populations locales à sensibiliser l'opinion à ces problèmes et travaille avec eux à la mise en place d'une organisation locale chargée de contrôler les dépenses des autorités en matière de services publics<sup>29</sup>.

## TRANSPARENCE DES MARCHES PUBLICS : ŒUVRER EN FAVEUR DES OMD

Partout dans le monde, des sommes considérables sont mobilisées pour des marchés de services publics : l'importance des montants engagés fait de ces marchés publics un domaine particulièrement exposé à la corruption. L'opacité dans la passation de marchés risque de conduire à des détournements de fonds et à un nivellement par le bas de la qualité des services proposés<sup>30</sup>. En nous intéressant au niveau d'intégrité dans les procédures d'appels d'offres<sup>31</sup>, nous avons constaté qu'il existe des corrélations positives entre des meilleures pratiques de passation de marchés et une réalisation améliorée des OMD liés à l'éducation, à la santé, à l'eau et à l'assainissement<sup>32</sup>. Dans le cas du secteur de l'eau, où les investissements de capitaux sont deux fois plus importants que dans d'autres domaines<sup>33</sup>, les appels d'offres se déroulant de manière transparente et responsable vont de pair avec un meilleur accès à l'eau potable, même à niveau constant d'investissement public<sup>34</sup>.

- Définir un objectif exclusivement lié à une gouvernance ouverte, responsable et participative, en définissant une feuille de route mesurable, intermédiaire et progressive.
- Développer des objectifs spécifiques pour les domaines qui sont prioritaires dans le combat pour la bonne gouvernance : la participation citoyenne, l'État de droit, la transparence financière et la transparence des marchés publics.
- Intégrer les principes régissant la gouvernance, à savoir : transparence, intégrité, responsabilité, intégrité et participation dans tous les autres objectifs proposés, en définissant pour chacun une feuille de route mesurable, intermédiaire et progressive.

En suivant ces étapes, tous les pays seront en mesure d'adopter les lois, les changements institutionnels et les outils pratiques nécessaires, et pourront faire de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption les bases de leur développement futur.

## NOTES

<sup>1</sup> Plus d'information à l'adresse suivante :

<http://mdqs.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Data/snapshots.htm>, site consulté le 3 septembre 2013.

<sup>2</sup> Organisation des Nations unies, *Rapport 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, New York, 2013. <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2013/index.shtml>

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> L'objectif de notre analyse était de déterminer si des facteurs comme la corruption et la gouvernance sont corrélés à des indicateurs spécifiques d'avancement des OMD. L'analyse n'indique pas s'il existe un lien de causalité entre ces facteurs et l'avancement des OMD. Cette étude constitue un travail de suivi d'une précédente évaluation réalisée par Transparency International. Cf : Transparency International, *Le catalyseur contre la corruption : la réalisation des OMD en 2015*, Berlin, 2010

[http://www.transparency.org/whatwedo/pub/le\\_catalyseur\\_contre\\_la\\_corruption\\_la\\_realisation\\_des\\_omds\\_a\\_2015](http://www.transparency.org/whatwedo/pub/le_catalyseur_contre_la_corruption_la_realisation_des_omds_a_2015)

<sup>5</sup> Voir l'entrée « gouvernance » in Transparency International, *La lutte contre la corruption en termes clairs*, Berlin, 2009).

[http://www.transparency.org/whatwedo/pub/la\\_lutte\\_contre\\_la\\_corruption\\_en\\_termes\\_clairs](http://www.transparency.org/whatwedo/pub/la_lutte_contre_la_corruption_en_termes_clairs)

<sup>6</sup> TI a fait appel aux indicateurs utilisés pour le rapport de Global Integrity ([www.globalintegrity.org/report](http://www.globalintegrity.org/report)) en termes d'accès à l'information (indicateur de transparence), de garde-fous institutionnels et de contre-pouvoirs (indicateurs de responsabilité des pouvoirs publics), de lois anti-corruption (indicateur d'intégrité) et de transparence dans la passation de marchés (indicateur d'efficacité dans les dépenses publiques).

<sup>7</sup> Voir l'entrée « corruption » in Transparency International, *La lutte contre la corruption en termes clairs*, Berlin, 2009).

[http://www.transparency.org/whatwedo/pub/la\\_lutte\\_contre\\_la\\_corruption\\_en\\_termes\\_clairs](http://www.transparency.org/whatwedo/pub/la_lutte_contre_la_corruption_en_termes_clairs)

<sup>8</sup> Pour l'analyse des corrélations avec les indicateurs de gouvernance, l'échantillon comprenait plus de 40 pays. Pour l'analyse des corrélations avec les taux de corruption signalés, l'échantillon comprenait plus de 80 pays.

<sup>9</sup> Secrétariat général des Nations unies, *Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations unies pour l'après-2015*, document A/68/202, New York, 26 juillet 2013.

[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/68/202](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/68/202)

<sup>10</sup> Cf. *Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable*, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, Nations unies, New York, 2013. <http://www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/07/post-2015-HLP-report-French.pdf>

<sup>11</sup> Il s'agit ici des résultats au 17 septembre 2013. Cf. <http://www.myworld2015.org/?page=results&lang=fr>. Voir aussi Claire Melamed and Paul Ladd, "My World survey offers architects of post-2015 agenda an unmissable cue", Poverty Matters Blog, *The Guardian*, 25 mars 2013. [www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2013/mar/25/my-world-survey-post-2015-cue](http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2013/mar/25/my-world-survey-post-2015-cue)

---

<sup>12</sup> Cf. Transparency International, Baromètre mondial de la corruption 2013, Berlin, 2013). <http://www.transparency.org/gcb2013/results>.

<sup>13</sup> Cf. Transparency International, Baromètre mondial de la corruption 2013, Berlin, 2013). <http://www.transparency.org/gcb2013/results>.

<sup>14</sup> Plus d'informations à ce sujet dans l'annexe au présent document.

<sup>15</sup> TI a fait appel aux indicateurs utilisés pour le rapport de Global Integrity ([www.globalintegrity.org/report](http://www.globalintegrity.org/report)) en termes d'accès du citoyen à l'information (indicateur de transparence), de garde-fous institutionnels et de contre-pouvoirs (indicateurs de responsabilité des pouvoirs publics), de lois anti-corruption (indicateur d'intégrité) et de transparence dans la passation de marchés (indicateur d'efficacité dans les dépenses publiques).

<sup>16</sup> Sur la base de données concernant plus de 50 pays.

<sup>17</sup> Cette relation est valable pour les taux de corruption en 2010, 2011 et 2013.

<sup>18</sup> L'échantillon utilisé pour analyser la mortalité maternelle comportait 83 pays pour 2010-2011 et 88 pays pour 2013.

<sup>19</sup> Sur la base de résultats concernant 74 pays.

<sup>20</sup> Plus d'informations sur la définition de l'accès à l'assainissement à l'adresse suivante : [http://www.who.int/water\\_sanitation\\_health/mdg1/fr/index.html](http://www.who.int/water_sanitation_health/mdg1/fr/index.html).

<sup>21</sup> Données concernant 86 pays.

<sup>22</sup> L'échantillon utilisé pour analyser les données concernant l'accès à l'information et l'État de droit comportait 61 pays. L'indicateur sur l'État de droit est positivement corrélé à la réduction du niveau de mortalité maternelle, mais cette corrélation n'est pas significative. Plus de détails en annexe du présent document.

<sup>23</sup> Sur la base de données concernant plus de 40 pays.

<sup>24</sup> Sur la base de résultats concernant 59 pays.

<sup>25</sup> Cet indicateur regroupe des éléments *de jure* et *de facto* pour analyser le niveau de responsabilité des pouvoirs publics dans quatre domaines : l'exécutif, le législatif, le judiciaire et les procédures budgétaires.

<sup>26</sup> Cf. Transparency International, Baromètre mondial de la corruption 2013, Berlin, 2013). <http://www.transparency.org/gcb2013/results>.

<sup>27</sup> Sauf mention contraire, toutes les informations proviennent de Transparency International, "Cheat Sheets – True Stories on Corruption", site consulté le 17 septembre 2013. [http://www.transparency.org/news/story/cheat\\_sheets](http://www.transparency.org/news/story/cheat_sheets)

<sup>28</sup> Sauf mention contraire, toutes les informations proviennent de Transparency International, "Birth Rights – True Stories on Corruption", site consulté le 17 septembre 2013; <http://www.transparency.org/gcb2013/stories> Pour les chiffres concernant les OMD, voir : <http://www.who.int/pmnch/fr/index.html>

<sup>29</sup> Lirian Pádua, "Marching against corruption in Brazil", blog de Transparency International. <http://blog.transparency.org/2013/07/19/marching-against-corruption-in-brazil-day-two>

<sup>30</sup> Transparency International, *Baromètre mondial de la corruption : la corruption dans le secteur de l'eau*, Berlin, 2008. [http://www.transparency.org/whatwedo/pub/rapport\\_mondial\\_sur\\_la\\_corruption\\_2008\\_la\\_corruption\\_dans\\_le\\_secteur\\_de\\_lea](http://www.transparency.org/whatwedo/pub/rapport_mondial_sur_la_corruption_2008_la_corruption_dans_le_secteur_de_lea)

<sup>31</sup> L'indicateur retenu par Global Integrity intègre des éléments *de jure* et *de facto* sur les procédures d'appel d'offres d'un pays. Cf. [www.globalintegrity.org/report](http://www.globalintegrity.org/report).

<sup>32</sup> Voir détails des résultats en annexe.

<sup>33</sup> Transparency International, *Baromètre mondial de la corruption : la corruption dans le secteur de l'eau*, Berlin, 2008. [http://www.transparency.org/whatwedo/pub/rapport\\_mondial\\_sur\\_la\\_corruption\\_2008\\_la\\_corruption\\_dans\\_le\\_secteur\\_de\\_lea](http://www.transparency.org/whatwedo/pub/rapport_mondial_sur_la_corruption_2008_la_corruption_dans_le_secteur_de_lea)

<sup>34</sup> Données basées sur 59 pays. Voir l'annexe du présent document pour plus de détails.

Auteurs : Craig Fagan et Santhosh Srinivasan  
Photographies de couverture (de gauche à droite) : © istockphoto -  
MShep2, Cardmaverick, Mari  
ISSN : 1998-6408

Imprimé sur du papier recyclé à 100 %.  
© 2013 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International  
International Secretariat  
Alt-Moabit 96  
10559 Berlin  
Allemagne

Tél. : +49 - 30 - 34 38 200  
Fax : +49 - 30 - 34 70 39 12

ti@transparency.org  
www.transparency.org

blog.transparency.org  
facebook.com/transparencyinternational  
twitter.com/anticorruption